

## IV. ARTICLES DE PRESSE DE L'ÉPOQUE

De 1936 à 1939, la presse fait ses gros titres sur la guerre d'Espagne et sur les réfugiés républicains.

Comment représente-t-elle ces réfugiés dès lors qu'ils intègrent la catégorie des « indésirables » déjà présente dans les textes officiels ?

Certains journalistes expriment clairement leur position idéologique et semblent d'une certaine façon contribuer à l'ostracisation de ces populations.

Des hommes politiques, des écrivains, des artistes utilisent la presse comme tribune et apportent leur soutien. Ils partagent leur indignation et mettent en avant les conditions de vie de ces réfugiés.

Marcel Ontarron, « La chasse aux indésirables », *Detective*, n°500, 26 mai 1938, pp. 1 et 2





# LA CHASSE AUX indésirables

Plus de deux millions et demi d'étrangers en France.

C'est le chiffre du dernier recensement de décembre 1936.

On estime à 50.000 les nouveaux étrangers entrés sur notre territoire ces derniers mois. Ce sont, pour la plupart, des Espagnols et des Autrichiens.

Des mesures sévères ont été prévues contre les indésirables.

Cependant, trente mille expulsés environ se trouvent encore sur notre sol...

Belges 211 000  
Polonais 460 000

Allemands 50 000  
Russes (Blancs) 64 000

Autrichiens 15 000  
Tchécoslovaques 41 000

Arméniens 51 000  
Yougoslaves 26 000

Suisses 88 000  
Italiens 887 000

Autres nationalités  
200 000

Espagnols 440 000  
Portugais 32 000



Il y a une chose qui frappe lorsqu'on pénètre, par hasard, comme je l'ai fait l'autre matin, dans les nouveaux bureaux de la Sûreté Nationale, c'est leur paisible et rassurante atmosphère de grande machine administrative.

Des salles d'attente confortables aux couloirs si nets qu'ils ressemblent, avec leurs portes alignées, aux couloirs d'un transatlantique, des classeurs métalliques aux larges haies des bureaux, tout respire le labeur tranquille et ordonné d'un moderne ministère.

Il faut, en vérité, lire le tableau de renseignements situé en bas de l'ascenseur, pour y retrouver le mot de police qu'implique le mot Sûreté, et c'est ainsi que vient naturellement à l'esprit l'idée que ce grand building clair, accolé aux sombres bâtiments du ministère de l'Intérieur, contient, en somme, les services d'un sous-ministère : le ministère de la Police.

Cette expression, si elle était rétablie, ne serait pas nouvelle : C'est le Directoire qui par une loi du 11 nivôse an IV, créa le premier ministère de la Police afin, disait-on, « d'établir une surveillance

rigoureuse qui déconcerte les factions et déjoue les complots liberticides ».

Nous n'avons plus de ministère de la Police, mais nous avons deux polices : La Police Judiciaire qui se rattache à la Préfecture de Police, la Sûreté Nationale qui dépend du ministère de l'Intérieur.

Sur l'opportunité de la fusion de ces deux organismes, sur les inconvénients de leur dualité, il a été beaucoup écrit. Nous aurons l'occasion, au cours de cette enquête, de revenir sur ce sujet. D'ores et déjà, on peut dire que s'il est un sujet de préoccupations commun à ces deux administrations, c'est bien le problème de la police des étrangers que vient de régler un récent et nouveau décret-loi.

Ce décret-loi doit être mis en application le 1<sup>er</sup> juin.

On s'y est préoccupé de dépiquer les étrangers qui dissimulent leur présence en se réfugiant chez des compatriotes, d'organiser un système de renseignements pour les retrouver et les obliger à se conformer aux lois et règlements en vigueur. D'autre part, on a prévu des sanctions très sévères contre toute personne qui abrite sous son toit un étranger qui n'est pas en possession de sa carte d'identité, alors que jusqu'à présent ces hôtes trop discrets échappaient à toute sanction judiciaire.

La surveillance et le refoulement des étrangers indésirables sont pour la Sûreté Nationale l'objet d'une préoccupation constante. Ci-dessus : un train de rapatriés polonais. Ci-contre : le service des étrangers, rue des Saussaies.





# NOS HÔTES ESPAGNOLS

par **Léon BLUM**

**L**E groupe s'est réuni hier pour prendre connaissance du rapport qui lui était présenté par Vincent Auriol au nom de nos camarades délégués sur la frontière pyrénéenne. Il l'a approuvé unanimement. Il a exprimé sa reconnaissance unanime à la délégation tout entière, et plus particulièrement à Vincent Auriol, qui en a organisé et contrôlé les travaux. Ce rapport sera remis, dès ce matin, entre les mains du président du Conseil, selon le désir qu'il en avait exprimé au cours de notre entretien de vendredi. Après que M. Edouard Daladier aura pu en prendre connaissance, il sera communiqué à la presse. Le *Populaire* le publiera *in extenso* dans son numéro de demain matin.

Nos lecteurs pourront ainsi vérifier la solidité et la force convaincante de cette enquête dont les éléments ont été rassemblés sur place, en quelques jours d'un travail vigilant, impartial et infatigable. Les rédacteurs ont fait effort pour comprimer l'expression de sentiments de révolte, d'horreur ou même de colère qui les assaillaient à chaque pas. Ils ont laissé les faits parler d'eux-mêmes, témoigner d'eux-mêmes. Ils se sont appliqués par-dessus tout à formuler des conclusions pratiques, précises, prouvées. Nos lecteurs connaissent déjà la plus pressante. Le système des camps de concentration du littoral ne peut pas être maintenu plus longtemps. En particulier, le camp d'Argelès dont on ne peut et ne pourra rien tirer d'humain et de tolérable doit être évacué sans aucun retard.

Évacué où ? Évacué sur quoi ? Seul le Département de la guerre, avec les ressources de tout ordre dont il dispose, avec ses immenses réserves de matériel, avec ses camps permanents, est en état de résoudre convenablement le problème. Au cours de notre entretien de mercredi, M. Edouard Daladier nous a paru partager cette conviction. Pourquoi hésiterait-il à la traduire en actes, c'est-à-dire en ordres ? On a répété bien des fois depuis quinze jours que l'autorité militaire ne jugeait pas les circonstances internationales assez sûres pour laisser entamer ses stocks, pour employer à d'autres usages des camps affectés, le cas échéant, à la concentration ou à l'instruction de grandes unités. Ces objections peuvent avoir leur poids, mais il faut courir au plus pressé. Qu'y a-t-il de plus pressé que de mettre fin à un état de choses qui est à la fois un douloureux scandale et un redoutable péril ? Quand bien même on se placerait dans l'hypothèse d'une crise internationale, ne voit-on pas que la présence de ces énormes cohues humaines à quatre pas d'une de nos frontières suffirait pour en gêner la défense ? L'argument tiré des besoins de la Défense nationale est vraiment trop facile à retourner contre ceux qui l'émettent.

J'insiste dès aujourd'hui sur ce point qui me paraît capital. Mais je veux surtout poser bien nettement la question dont me paraissent dépendre toutes les autres. Quelle idée le gouvernement, et en particulier les Départements de la guerre et de l'intérieur, se font-ils des Espagnols entassés dans les camps d'Argelès et de Saint-Cyprien ? Pour qui les prennent-ils ? Admettons qu'il se soit glissé dans la masse, au cours d'une retraite précipitée, des éléments « indésirables ». Qu'on les trie et qu'on les extirpe. Mais les autres, les civils et surtout les soldats, de quel droit les traite-t-on comme des prisonniers ?

Des soldats et des citoyens d'une puissance amie, qui n'étaient en guerre avec personne — puisque la qualité de belligérant n'a jamais été reconnue à Franco et que l'Allemagne et l'Italie n'ont jamais déclaré la guerre à l'Espagne républicaine — ont cherché refuge sur notre sol national. Ceux qui portaient des armes ont été désarmés, car nul ne peut pénétrer en armes sur le sol d'une autre nation ; les règles du Droit des gens se préservent et n'autorisent rien de plus. Le gouvernement français lui-même reconnaît qu'il n'avait pas à les soumettre à l'internement, puisqu'il laisse pleine liberté de mouvement à ceux d'entre eux qui manifestent le désir de retourner en Espagne franquiste. L'état de droit est identique pour ceux qui choisissent de retourner en Espagne républicaine. Comme il est matériellement impossible de les conduire tout de go à une frontière terrestre, ils restent jusqu'à nouvel ordre en France, mais ils y restent comme des hôtes, et non comme des prisonniers. Qu'on leur demande de se soumettre à certaines règles d'ordre, de discipline, de respect vis-à-vis du pays qui les accueille, d'accord. Mais eux aussi ont le droit d'être respectés dans leur dignité d'hommes, de citoyens et de soldats. Ce sont des gens du peuple, c'est vrai. On compte dans leurs rangs beaucoup de socialistes, de syndicalistes, de communistes, de Républicains de Front populaire et autres « salopards ». Mais si c'est cet instinct d'hostilité qui compte, qu'on avoue alors que la haine de classe prévaut sur le sens de l'honneur national et sur le devoir humain.



# CE QU'ONT VU LES ENQUÊTEURS dans les camps des Pyrénées-Orientales

(Suite de la première page)

Au poste frontière, les hommes étaient aussitôt désarmés, et dirigés vers une passerelle. Deux pancartes s'offraient à leur regard : sur l'une on pouvait lire, tracé à la craie rouge : NORD, et une flèche vers la gauche ; sur l'autre, écrit à la craie blanche : FRANCO, avec une flèche vers la droite...

Ainsi, les hommes choisissaient immédiatement. Tout se passait dans le plus grand calme, et le spectacle était impressionnant... Aux uns comme aux autres, on distribuait un morceau de viande cuite, du pain et du chocolat.

Et ici, M. Le Troquer tient à rendre hommage au commandant de la garde mobile responsable de cette organisation.

## Trois camps de transit

Le député socialiste remarqua que les hommes qui optaient pour Franco étaient tous mieux habillés que les autres. Il en fit la réflexion au commandant. Celui-ci lui fit observer que la plupart de ces hommes appartenaient aux services de l'intendance. Parmi eux, presque pas de combattants...

Avant ainsi librement choisi entre l'Espagne républicaine et l'Espagne nationaliste, les miliciens étaient provisoirement dirigés sur trois camps, par groupes de mille : Tech, Amélie-les-Bains, Arles-sur-Tech. Quinze à dix-huit kilomètres de Prats-de-Mollo.

De part et d'autre, les unités se regroupaient, dans la mesure du possible, autour de leurs cadres.

Au moment de la séparation, les républicains ne manquaient pas de vociférer et de conspuer les autres. La discipline, cependant, ne cessait de régner.

## Au camp de Saint-Cyprien

De Tech, d'Amélie-les-Bains et d'Arles-sur-Tech, les miliciens sont dirigés sur deux centres : le camp de Saint-Cyprien, où ils sont 60.000 ; le camp d'Argelès, qui en a reçu environ 72.000.

M. Le Troquer nous décrit les abords lugubres de ces deux camps, entourés de barbelés. Les deux centres, toutefois, lui ont laissé des impressions fort différentes.

Au camp de Saint-Cyprien, règne une activité nouvelle. Visiblement, on travaille et on fait tout le possible pour éviter les épidémies.

vacateurs sont nombreux et actifs au camp d'Argelès...

Quant à la nourriture que l'on donne aux miliciens, on assure qu'elle va s'améliorer. Mais beaucoup n'ont vécu, jusqu'ici, que d'un morceau de pain.

## « Un péril affreux... »

M. Le Troquer en a assez vu, il nous en a dit assez. Et il conclut :

— La France court à Argelès un péril très grave. Si la peste venait, si l'épidémie se déclarait, ce serait, parmi ces 72.000 hommes, la panique. La vie au camp ne serait plus possible : ils se sauveraient... Ils se heurteraient alors aux consignes des Sénégals et des spahis, qui feraient usage de leurs armes... Ce serait la catastrophe...

M. Le Troquer a demandé leur opinion à M. Didkowski, préfet des Pyrénées-Orientales, et au général Fagalde. L'un et l'autre pensent, comme le député de Paris, que le risque est considérable. Et le général Fagalde estime que, étant donné les moyens dont il dispose, la situation ne peut s'améliorer vraiment au camp d'Argelès avant plusieurs semaines...

Dans ces conditions, que faire ?

Pour sa part, M. Le Troquer ne voit qu'une seule solution : renoncer au camp d'Argelès, et répartir les miliciens dans les camps militaires déjà aménagés, et qui sont actuellement inoccupés.

Nul besoin, pour cela, de longs déplacements : M. Le Troquer nous cite le camp de Larzac, dans la région de Montpellier, qui peut recevoir cent mille hommes, le camp de La Valbonne, dans l'Ain, le camp de la Courtine, dans la Craue.

— Sans parler, ajoute M. Le Troquer, des casernes inoccupées, où la surveillance, le ravitaillement, posent des problèmes infiniment moins compliqués que sur une plage balayée par le vent...

C'est la seule solution... Mais il faudrait faire vite, très vite...

J. M.

## Une déclaration de M. Vincent Auriol

Commission d'Hygiène, qui est allé dans la même région avec une délégation de cette commission, a présenté des observations analogues. La commission d'hygiène a constaté une insuffisance évidente tant au point de vue du personnel médical beaucoup trop peu nombreux, que du matériel sanitaire dérisoire en quantité comme en qualité. Le gouvernement, averti de cette situation, a fait déplacer d'urgence quatre navires-hôpitaux. Ces précautions sont cependant encore très au-dessous des nécessités de la situation puisqu'il y a actuellement, rien qu'au camp d'Argelès, près de 1.200 malades qui ne sont pas soignés ni même examinés. La bonne volonté du personnel qui est sur place ne saurait en général être incriminée, a constaté M. Gardiol, mais il manque à tous points de vue des moyens nécessaires — que seul le gouvernement peut lui fournir — pour agir efficacement.

Le docteur Guy, membre également de la Délégation de la Commission d'Hygiène, signale que la « Centrale Sanitaire » avait envoyé un matériel important qui se trouve actuellement bloqué en gare de Cerbère et qui pourrait précisément rendre de grands services. Des démarches ont été faites, dans ce sens, auprès du gouvernement mais elles n'ont pas encore abouti. Des précautions doivent être cependant prises d'urgence non seulement à Argelès, mais en des endroits aussi comme Bourg-Madame et la Tour de Carol, où pèchent ensemble, dans une confusion totale, sur le sol détrempé des troupes de boufs et de moutons, des hommes, des femmes et des enfants.

Le docteur Dupré, membre de la même délégation, a confirmé les critiques présentées par MM. Le Troquer, Gardiol et Guy. Il a signalé quelques incidents regrettables auxquels une organisation meilleure devrait mettre fin.

M. Bedin a présenté des observations du même ordre sur les conditions dans lesquelles un millier de grands blessés ont été dirigés sur la cité sanitaire de « Clairvivre » sans qu'aient été prises les précautions préalables d'aménagement et d'hygiène (sans le personnel de « Clairvivre » aucune nourriture ne leur aurait été donnée à leur arrivée). Il a protesté, en outre, contre le véritable régime de prisonniers qui leur était imposé.

Sont intervenus encore MM. Chau-

l'intérieur, où ils sont regroupés dans divers camps de concentration.

Ces opérations, par voie maritime, sont assez longues : d'autant plus que quelques unités peu considérables en tonnage et d'une navigation assez malaisée sont à la disposition des autorités franquistes et que, d'autre part, la majeure partie du matériel ferroviaire est affectée aux besoins du front.

A l'issue de la conférence qu'il a eue ce soir, au palais du gouvernement militaire, à Irun, avec le colonel Sanz-Agero, commandant les forces militaires de la Bidassoa, M. Surchamp, préfet des Basses-Pyrénées, a déclaré qu'à partir de demain les rapatriés seront agréés par les autorités espagnoles au rythme régulier de 4.000 par jour.

C'est le commencement de la fin de l'embouteillage de la gare d'Hendaye, a-t-il ajouté. C'est aussi le déblocage des convois actuellement garés sur les voies fermées de Toulouse, Pau, Bayonne, et c'est surtout la perspective rapprochée de la fin de ce long et douloureux exode.

## Trente et un réfugiés espagnols en situation irrégulière

### sont retrouvés à Toulouse

Toulouse, 14 février. — Au cours d'une rafle effectuée dans un restaurant du quartier Saint-Sernin par la police toulousaine, trente et un réfugiés espagnols, qui avaient échappé aux services de contrôle et au filtrage de la frontière, ont été appréhendés.

Parmi eux se trouvaient six pilotes de lignes aériennes gouvernementales, dont les appareils sont actuellement sur l'aérodrome de Franczal, et de nombreux fonctionnaires espagnols républicains.

Ces personnes ont été identifiées et vaccinées, puis remises en liberté, en attendant les instructions gouvernementales à leur sujet.

## Deux condamnations à La Rochelle

La Rochelle, 14 février. — Le tribunal pour adolescents de Marennes a infligé aujourd'hui dix jours de prison avec sursis à deux jeunes Espagnols, incarcérés depuis le 2 février, à la prison de Saintes, sous l'inculpation de hors de clôture et de vols.



pour édifier des abris. La aussi, M. Le Troquer a vu un commandant de la garde mobile qui s'est dépensé, nuit et jour, à tel point qu'il a dû être transporté à l'infirmerie et remplacé par un capitaine.

Parmi les miliciens, la discipline ne cesse de régner. Les autorités françaises n'ont d'ailleurs pas ménagé leurs efforts pour prendre contact et s'entendre avec les chefs républicains. Elles ont ainsi obtenu les meilleurs résultats.

### Argelès, spectacle hallucinant

Du camp d'Argelès, hélas ! M. Le Troquer ne peut dire du bien. Soixante-douze mille hommes sont parqués là, sur une plage balayée par le vent, et il n'y a d'abris que pour quinze cents.

— L'arrivée au camp, nous dit M. Le Troquer, est un spectacle incalculable. Les miliciens y sont reçus par des Sénégalais, baïonnette au canon, et des spahis sabre au clair... Lorsqu'on aperçoit les soldats de l'armée républicaine derrière les barbelés, ce n'est pas à des réfugiés que l'on pense, ni même à des prisonniers de guerre, mais à des gens qui attendraient de passer au poteau d'exécution...

Et M. Le Troquer ajoute : — Tout à l'heure, lorsqu'ils arrivaient à la frontière, on lisait sur leur visage la délivrance. La plupart d'entre eux paraissent heureux d'être chez nous, confiants dans le sort qui les attendait... Ici, c'est la désillusion, la faim, le désordre. Presque tous sont abattus, inquiets, découragés...

### Un champ d'immondices

Parmi eux, beaucoup d'amputés, de blessés. Et, pour 72.000 hommes, une petite infirmerie sous une malheureuse tente, et UN médecin-lieutenant.

Pas de couvertures. Presque tous ces hommes couchent à même le sable, dans une saleté épouvantable. Car il n'y a pas d'eau pour se laver. Il y en a à peine assez pour boire.

Et la plage d'Argelès, promenade élégante il y a quelques jours, est maintenant un dangereux champ d'immondices :

— Le spectacle le plus épouvantable, nous dit M. Le Troquer, c'est celui de ces milliers d'hommes accroupis vers la mer... La plage n'est plus maintenant qu'un champ d'ordures... Et la nappe d'eau est à quatre mètres de profondeur : si l'on ne fait rien, c'est, à bref délai, la typhoïde dans le camp...

Ce n'est pas tout : il y a des enfants parmi ces hommes, de petits enfants séparés de leurs parents, et qui, peut-être, ne les retrouveront jamais. Certains d'entre eux sont incapables de fournir leur identité.

— Il y a aussi des femmes... Et il est inutile de souligner dans quelle effrayante promiscuité elle vivent dans ce camp d'hommes, et quelles maladies sont en train de se propager...

### "Qui veut rentrer dans sa patrie ?"

Autre aspect du désordre qui règne à Argelès : M. Le Troquer nous dit comment une voiture a circulé dans le camp, portant un haut-parleur d'où s'échappait cette phrase : « Qui veut rentrer dans sa patrie ? »

Sa patrie ? Un nombre important de miliciens ont cru qu'on leur offrait la possibilité de retourner en Espagne républicaine... et ont été dirigés vers les nationalistes.

Perpignan, 14 février. — Réunie dans la salle du Conseil général des Pyrénées-Orientales, la délégation parlementaire du Parti socialiste S.F.I.O. a reçu les représentants, à Perpignan, de la Presse internationale, et, par l'organe de M. Vincent Auriol, leur a fait une déclaration dont voici les passages essentiels :

« Selon le mandat que nous a confié le groupe socialiste au Parlement, nous avons visité les camps, depuis Argelès et Saint-Cyprien, jusqu'à Prats-de-Mollo.

« Avant tout, nous tenons à rendre hommage à l'admirable effort des autorités locales et des populations. Nous avons fait une enquête complète et nous avons dégagé nos principales conclusions. Nous en ferons le rapport au groupe parlementaire socialiste, en vue de l'action à entreprendre auprès du gouvernement et, au besoin, du Parlement et de l'opinion.

« Nous avons en outre étudié la question avec les organismes représentatifs de la République espagnole.

« Ceux-ci comprennent comme nous les difficultés immenses créées par l'entrée massive en France de plus de quatre cent mille personnes, dont toute analyse objective doit tenir compte. Mais, passée la surprise excusable au début, tout défaut de méthode serait maintenant coupable et redoutable. »

Après avoir indiqué certaines améliorations à apporter, notamment au camp d'Argelès, M. Vincent-Auriol poursuit :

« Deux solutions au choix : ou une mobilisation des services du génie, de santé, de l'intendance, avec envois massifs immédiats de matériel militaire (tanks, hangars d'avions, baraquements, etc...) ou, ce qui vaudrait mieux, l'installation provisoire de l'armée républicaine dans un de nos grands camps permanents, organisés pour recevoir de telles masses. »

M. Auriol préconise encore la reconstitution des unités sous l'autorité des officiers espagnols assurant la liaison avec les services français, et il conclut :

« Il faut surtout aller vite. Nous vous disons nos craintes. Sans doute ont-elles frappé le gouvernement, puisque celui-ci a décidé hier l'envoi de deux hauts fonctionnaires enquêteurs, civil et militaire.

« Nous avons le devoir de noter et de signaler les intérêts, dans leur intérêt comme dans celui des populations et pour l'honneur de notre pays. »

### La délégation parlementaire rencontre le général Rojo

Perpignan, 14 février. — Le général républicain espagnol Rojo, chef de l'état-major général, domicilié au Consulat d'Espagne à Perpignan, a eu une longue entrevue avec la délégation parlementaire socialiste qui inspecte actuellement dans les Pyrénées-Orientales les camps de concentration.

### Ce que disent les autres élus socialistes après leur visite dans les camps d'hébergement

Le groupe socialiste, dans sa réunion d'hier, a entendu des exposés que lui ont fait ceux de ses élus qui

ont effectué encore des tournées à Cerdagne, Bloch, Spinasse, Rivière, Andraud, Jardillier.

En conclusion le Groupe a décidé d'intervenir, si c'est nécessaire, dans le débat qui doit s'ouvrir devant la Chambre sur la situation des réfugiés espagnols. Une délégation, dès à présent, saisira le gouvernement des problèmes et des incidents dont il a pris connaissance au cours de la discussion d'aujourd'hui.

### Le général Besson à Argelès

Perpignan, 14 février. — Le général Besson, membre du Conseil Supérieur de la Guerre, envoyé extraordinaire du gouvernement pour régler la question des réfugiés, est arrivé ce matin à Perpignan.

Reçu par le général Fagalde, commandant la sixième région, le général Besson a eu immédiatement un entretien avec le préfet des Pyrénées-Orientales, à l'issue duquel il eut une conversation avec M. Vincent-Auriol et plusieurs parlementaires socialistes.

Cet après-midi, le général Besson s'est rendu à Argelès et dans les autres camps d'internement.

### A Arles-sur-Tech les miliciens accueillent le général Nicollet au chant de la "Marseillaise"

Cérêt, 14 février. — Le général Nicollet, inspecteur de la garde mobile, procédant à la visite générale des secteurs surveillés par les gardes mobiles, est arrivé à Arles-sur-Tech, où un camp de concentration a été installé, sur la route de Corsavy. C'est là qu'ont été placés les soldats appartenant au 15<sup>e</sup> corps espagnol.

Des l'arrivée du général, ceux-ci se sont mis au garde-à-vous et ont entonné la Marseillaise. Puis, ils se sont soumis avec discipline à l'inspection.

La mortalité sévit parmi les blessés ou malades réfugiés qui sont soignés dans les hôpitaux de Perpignan, en raison des conditions défavorables dans lesquelles ils furent extraits des hôpitaux d'Espagne et soumis au pénible voyage de l'exil. On constate, en effet, une dizaine de décès, par jour.

### Les explosifs vont être immergés en haute-mer

Port-Vendres, 14 février. — Le remorqueur Laborieux, de la Marine nationale, est arrivé à Port-Vendres, avec deux forts chalands, destinés à recevoir tous les explosifs recueillis sur la frontière. Ceux-ci seront immergés en haute mer, afin d'éviter tous risques pouvant provenir de leurs manipulations ou des détériorations subies par ces explosifs.

### Le rapatriement chez les nationalistes

Hendaye, 14 février. — Malgré l'ouverture, encore si restreinte d'ailleurs, de la frontière, au Perthus et à Port-Bou, l'exode catalan continue à faire affluer dans la région hendayaise une certaine quantité de miliciens.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, à Bayonne notamment et à Hendaye, défilent encore deux ou trois trains de réfugiés, d'une contenance approximative de 2.500 à 3.000 hommes.

Les opérations d'évacuation, prélevées par la Commandancia d'Irun,







# L'agonie des survivants de la guerre d'Espagne

25 frs par jour pour subvenir à leurs besoins

Une enquête d'Arthur ADAMOV

**L**IMOGES, juillet. — On n'a guère, en France, parlé des camps de concentration français. Il y a eu le livre d'Arthur Koestler, « La Lie de la Terre », puis quelques articles, et puis plus rien. Tout le monde a fait un peu comme ces habitants de Perpignan qui, au lendemain de la Libération, ont manifesté leur indignation devant les atrocités des camps allemands, oubliant qu'à quelques kilomètres de leur ville il y avait Rivesaltes. Et, un peu plus loin, Argelès.

Je me souviens du spectacle qui m'attendait lors de mon arrivée dans ce camp, en mai 41 : des hommes squelettiques, aux chevilles enfées, empoisonnés par la faim, se disputant des détritus jetés au poudrissoir. Cette vision me rappelait certaines scènes de la guerre de Chine.

Les détenus étaient des étrangers de tous les pays, mais surtout des Espagnols : ceux de la guerre civile entrés en France sous le Front populaire, internés par lui, et maintenant dans les camps sous Daladier, puis sous Pétain.

## Il y a encore des Espagnols dans les centres

Il y a un mois, un camarade de Rivesaltes retrouvé à Paris m'apprenait qu'existaient encore des Espagnols dans les centres. Ce sont des malades, des mutilés, il va sans dire, dépourvus de moyens d'existence. Au « Comité des mutilés et blessés de la guerre d'Espagne » où je me rendis aussitôt, on me déclara : « Ils ne sont plus nombreux, mais ils peuvent circuler avec des permis dans la région. Mais ils n'en continuent pas moins à crouler dans des baraques, insuffisamment nourris, déguenillés, à peu près abandonnés de tous. »

Je décidai donc de visiter au moins deux de ces centres : celui de la Meye, dans la Haute-Vienne, celui de Masseube, dans le Gers. Sur les conseils des membres du comité, je visiterai également l'Institut orthopédique de Montauban aménagé par les quakers et une colonie agricole dans le Lot ; le domaine d'Armare.

— Alex surfit à Armare, me dit R., secrétaire du Comité. Vous verrez le travail de nos camarades. Vous pourrez vous rendre compte des merveilleux résultats qu'ils obtiennent lorsqu'on les aide tant soit peu. Père connaît de telles tentatives, cherchez à les encourager, c'est le plus grand service que vous puissiez nous rendre ! »

## « Nous sommes tous contre Franco »

La Meye : un humble village aux bords de l'eau. A peine franchies les dernières maisons, quelques baraques alignées dans un terrain vague. L'exiguïté de l'endroit empêche qu'on évoque la vision habituelle des camps.

J'entre, un peu déconcerté et

agréablement surpris par l'absence de formalités. Plus de gardes, ni de barbelés. Sans aucun doute, il y a du nouveau depuis 1941.

Sur le seuil d'une baraque, une femme pauvrement vêtue me reçoit. — C'est vous l'envoyé de « Combat » ? Le comité nous a prévenu

de votre visite. Je vais chercher mon mari.

Je veux sans tarder dire une chose. Ce que je vais trouver ici comme plus tard à Masseube ne présente aucun élément pittoresque

(Suite page 3, colonne 1)

et même entre-murée, ou des blessés affaiblis ont ressenti les effets lointains d'un tremblement de terre.

## DERNIERE MINUTE :

### Vingt morts plus de mille blessés

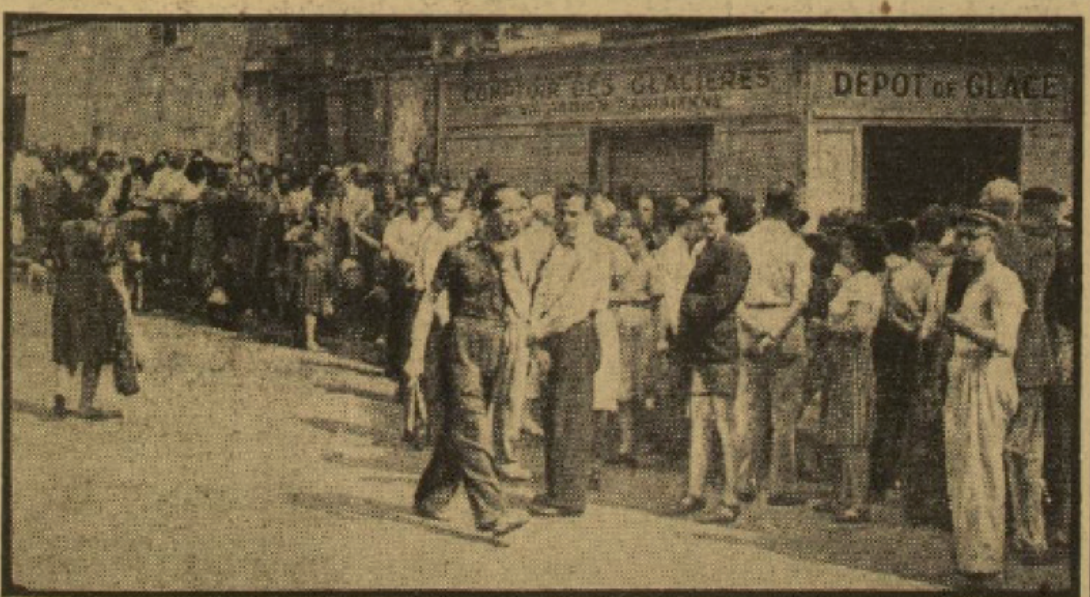
L'optimisme relatif des premières heures devait faire place, tard dans la soirée, à la douloureuse réalité : on annonçait une vingtaine de morts, une centaine de blessés grièvement atteints, et une millier de blessés légers.

## L'AVION DE M. Max Hymans

### capote à Orly. Dégâts matériels

Alors qu'il atterissait hier matin, vers 9 heures, sur l'aérodrome d'Orly, l'avion de M. Max Hymans, secrétaire général à l'aviation civile et commerciale, a capoté au contact du sol.

M. Max Hymans, qui était parti le matin de Châteauroux et pilotait seul son appareil, est sorti indemne de l'accident qui n'a causé que quelques dégâts matériels.



## NEUF DEGRES DE PLUS A PARIS QU'A DAKAR

**Q**U'ON se hâte les extrémités, pour parader, sur le trottoir au soleil, ou qu'on rase plus humblement l'ombre des façades, toujours un peu fraîche aux entourures, qu'importe ?

Qu'au déjeuner de soleil les Marseillais ne fassent point, pour une fois, à la table d'honneur, avec leurs trente-deux petits degrés « sous abri », les Parisiens n'ont pas le cœur à en faire les gorges chaudes.

Mais une information, sèche à combler, domine toutes les autres sur le plan caniculaire.

Il y avait hier, à midi, 39° à Paris, alors qu'à la même heure, sous le plomb du même soleil, le

météorologiste de service à Dakar (Sénégal) ne relevait que 30°.

Voilà qui nous fait toucher, d'un doigt sur la colonne inconstante du mercure, un problème de géographie renversée, le Nord en bas.

L'état-major de la météorologie nationale ne s'y est pas trompé. Ce docte aréopage a publié, à l'intention des assoiffés du café du Commerce et de quelques autres un communiqué rayonnant comme un bulletin de victoire.

« L'Observatoire du parc St-Maur a enregistré aujourd'hui lundi 28 juillet un maximum de température dépassant 39°, ce qui constitue un record jamais atteint depuis 1873, date depuis laquelle nous disposons d'observations régulières.

« A titre documentaire, poursuit le « communiqué spécial », voici quelques températures relevées aujourd'hui 28 juillet à midi :

« 34° à El Golea (Sahara) ; 28° 36° au Caire ; 30° à Dakar, » à Agadir (Maroc) ; 32° à Alger ;

Et voici pour la bonne bouche — ou plutôt pour nos bouches sèches — une information, qui fera prendre patience à ceux qui, comme la photo ci-dessus, font la queue devant le marchand de glace : « Pas de rafraîchissement important en vue... »

Trente-neuf degrés à l'ombre du Parc Saint-Maur : le soleil aura zéro pour s'être fait des tâches !



# L'agonie des survivants de la guerre d'Espagne

(Suite de la première page)

et même, à première vue, aucun caractère dramatique. Ces hommes ne sont plus des prisonniers. Voici le fait. Mais un long internement, l'accumulation des souffrances, les privations continuées ont fait disparaître en eux jusqu'à l'espoir.

J'en donne un exemple. A Argel, sous Pétain, les Espagnols organisaient des fêtes et chantaient à l'intérieur du camp. Plus de fêtes, aujourd'hui. Plus de chants. Il vient un moment où la mesure est comble.

Emilio Abad, dès son entrée me confirme dans cette impression. Il expose la situation du centre. Les hébergés reçoivent 25 francs par jour pour subvenir à leurs besoins. On leur laisse leur carte d'alimentation. Pour quoi faire ? Car ils ne peuvent se permettre la moindre dépense. Pour toute nourriture (j'ai partagé leur repas), une louche de pommes de terre. Les enfants ont rarement du lait. Et au problème des repas, en hiver s'ajoute le problème du chauffage. Insoluble aussi.

Les hébergés sont une cinquantaine dont sept grands mutilés, une dizaine de femmes et quelques enfants.

— Qui vous alloue ces 25 francs ?  
— L'entraide française. Jusqu'en 15 novembre de l'année dernière nous dépendions du ministère du Travail. Depuis, nous avons été affectés au ministère de la Population.

— Savez-vous si l'entraide française dépend du ministère de la Population ?

— Tout ce que je sais, c'est que, souvent, l'argent vient avec un ou deux mois de retard, et bien que durant ce temps-là nous mourons littéralement de faim.

— Le gouvernement républicain espagnol ne vous aide donc pas ?

Emilio Abad ébauche un sourire.

— Il donne aux grands mutilés 1.500 francs tous les deux mois, aux autres, 2.000 francs par an. Ceux qui n'ont pas la force de faire un petit travail au dehors : sacs de paille, patoufles, tricots, ceux-là n'ont pas de quoi vivre.

— Mais, vous-mêmes, comment faites-vous ?

— Pour ma part je ne suis guère à plaindre. J'ai de la famille en Amérique. Je compte bientôt partir là-bas. Les Américains nous aident un peu. Avant, le « Comité intergouvernemental » s'occupait de nous. Maintenant, c'est l'« International Rescue and Refugee Organization » qui doit nous prendre en charge.

— Et le Secours populaire ?

— Nous ne lui avons rien demandé. Nous ne pouvons quand même pas mendier sans arrêt.

Je demande à Emilio Abad à quel parti il appartient. Il se tait. Visiblement, il ne veut pas répondre.

— Nous sommes tous contre Franco. Il n'y a pas de différences entre nous.

Je me souviens au Comité avoir posé la même question et obtenu la même réponse laconique.

## Cette chance-là

Pendant cette conversation, j'ai perçu par la porte entrouverte un aveugle assis, tête basse, les mains croisées sur une canne qu'il tient devant lui. Depuis une heure, il garde cette même attitude. Il me rappelle ces anxieux que j'ai vus dans un asile d'aliénés et dont l'immobilité totale, la fixité du regard impénétrable m'ont toujours fait peur.

Je demande à Abad si je puis parler à l'aveugle. Il l'appelle. L'aveugle s'assied en face de moi et aussitôt reprend sa position primitive, tête basse, les mains croisées sur sa canne.

J'apprends qu'il a perdu la vue dans les combats sur l'Ebre en 1932. Il est ici avec sa femme et ses enfants, une jeune fille de seize ans, un garçon de 10. Il n'a pas connu les camps. Il a longtemps adjourné

dans les hôpitaux, les centres sanitaires.

Tous les malades n'ont pas eu cette chance-là, me dit Abad.

Il me présente un autre blessé qui perdit lui sa jambe lors des mêmes combats sur l'Ebre. Après la défaite, il entra en France, passa quinze mois au camp de Bram, vingt-trois mois au Résebedou puis c'est Nexos et Sentfonds dans le Tarn. Il est ensuite affecté à une compagnie de travailleurs bien que de toute évidence inapte à tout travail. Il tombe malade de la poitrine. On le retrouve dans les camps.

Emilio Abad me certifie qu'il n'est pas un cas isolé. Voici un autre mutilé. Je ne me souviens plus comment nous en venons à parler de littérature. Il rit en me disant qu'il n'y a à la bibliothèque du centre que des livres de Henry Bordeaux. Il s'excuse de ne pas mieux parler français.

— Voyez-vous, depuis notre arrivée en France, nous sommes presque toujours entre nous. Nos professeurs de français furent les gardes. Leur vocabulaire était limité : « Pas d'histoires !... Allez-vous faire f... Vous allez voir ce que vous allez voir ». C'est à peu près tout ce qu'ils savaient dire.

— Depuis quand êtes-vous en France ?

— Comme les autres, depuis la défaite. J'ai été blessé à la tête : quand je me suis senti mieux, je repartis combattre Franco. J'y laissai une jambe. Je revins en France. On me dirigea sur le « Paris », un bateau-hôpital en rade de Marseille où nous fûmes sauvagement frappés par la garde mobile et les Sénégalais. Puis ce fut encore Argel.

— Espérez-vous la chute de Franco ?

— Non. Toutes les puissances ont intérêt à le maintenir au pouvoir. Tant que la situation européenne n'aura pas changé l'Espagne sera dans les chaînes.